Séance publique du 18 octobre 2004

Délibération n° 2004-2196

commission principale : développement économique

objet : **Convention région Rhône-Alpes-réseau des villes concernant les pôles et agences technologiques - Subvention**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction des affaires économiques et internationales - Pôle innovation

Le Conseil,

Vu le rapport du 29 septembre 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le rappel du contexte

- La convention réseau des villes

La convention-cadre 2003-2007, signée le 22 décembre 2003 entre le réseau des villes et la région Rhône-Alpes, s'inscrit dans la continuité d'un partenariat établi depuis 1997 entre la Région et les huit villes du réseau : Annecy, Bourg en Bresse, Chambéry, Grenoble, Lyon, Roanne, Saint Etienne, et Valence.

Elle a pour objet de reconduire, sur cinq ans, un dispositif de coopération entre les villes du réseau et la Région autour d'actions définies conjointement, tout en tenant compte de l'évolution de leur contexte local. Cinq thématiques ont été retenues comme volets de cette convention-cadre : économie, culture, événementiel sportif, technologies de l'information et de la communication et transports collectifs.

Concernant l'économie, la Région et les villes du réseau s'accordent pour poursuivre le travail visant à donner plus de cohérence à l'action économique collective et à renforcer l'attractivité économique des agglomérations du réseau.

Les objectifs retenus conjointement sont de valoriser les fonctions métropolitaines de celles-ci tout en favorisant le rééquilibrage des territoires, d'anticiper et d'accompagner les mutations industrielles. Pour cela, cinq initiatives ont été inscrites au programme d'actions communes : l'appui technologique aux entreprises, l'appui à la création d'entreprises innovantes, la promotion de la région et le rayonnement international, le tourisme d'affaires, les échanges d'expériences autour de la requalification des zones d'activités dégradées.

Pour ce qui concerne l'appui technologique aux entreprises, l'objectif défini conjointement est de renforcer et de valoriser les outils développés par les agences technologiques existantes (agence régionale des technologies médicales et des biotechnologies, Rhône-Alpes numérique, pôle productique Rhône-Alpes, centre du design Rhône-Alpes, Agence régionale des matériaux, Agence régionale des technologies et instruments de mesures) et mieux les impliquer dans les territoires locaux. Il s'agit par-là d'inscrire plus durablement l'innovation et le développement technologique des entreprises dans les politiques de développement économique de chacune des agglomérations. Pour cela, il est proposé de :

- mettre à disposition de la communauté du réseau l'ensemble du dispositif des agences technologiques régionales, comme autant de centres de ressources technologiques mutualisés,
- développer et mettre en avant l'articulation entre l'action régionale, par le biais des plans d'actions annuels des agences, et les politiques technopolitaines des agglomérations,
- renforcer l'efficacité collective et le positionnement actuel des agences technologiques régionales et faciliter la circulation de l'information relative aux actions développées entre les agences et les entreprises dans les différents territoires.

Dans cette perspective, la convention-cadre reconnaît à la région Rhône-Alpes le rôle de tête de réseau dans les procédures de contractualisation, de financement et de suivi des plans d'activités annuels de

chaque agence ; chaque ville et/ou agglomération s'engageant à verser une subvention annuelle auprès de la Région pour participer au financement de ce dispositif collectif.

Il importe de régler par voie de convention les conditions dans lesquelles cette participation sera versée à la région Rhône-Alpes.

- Lyon métropole innovante

Les relations avec les pôles et agences s'intègrent dans la démarche Lyon métropole innovante dont le but est d'impliquer le monde de la recherche et de l'université dans le développement de l'agglomération. L'un de ses objectifs est axé sur la promotion de la recherche de manière à rendre lisible le potentiel de recherche de l'agglomération et rapprocher chercheurs et industriels.

A ce titre, les pôles et agences jouent un rôle d'interface entre l'université et l'entreprise. Elles assurent la promotion de sujets transversaux, des savoir-faire et compétences régionales et jouent un rôle d'accompagnement des entreprises régionales à anticiper les enjeux technologiques.

Le bilan 2003

La Communauté urbaine avait, pour 2003, des conventions avec deux agences : l'Agence régionale des technologies médicales et des biotechnologies (Arteb) et Rhône-Alpes numérique. Il est possible de mettre en avant les points suivants pour l'année 2003 :

. Agence régionale des technologies médicales et des biotechnologies (Arteb)

- centre de ressources et d'expertise : collecte de l'information à travers un certain nombre d'abonnements et d'achats de documentation, de visites d'entreprises (27) et de centres de compétences (24),
- participation à la préparation et à la réalisation de l'action Biovision Territorial : réalisation des argumentaires techniques, préparation et réalisation des visites de sites régionaux, participation à la réalisation du site web sur les sciences de la vie en Rhône-Alpes, présence tout au long du forum,
- structuration par filières : plantes aromatiques, suivi de la personne à domicile et télémédecine multimodale, finances ou jeune entreprise et développement, protéines recombinantes, biotechnologies appliquées aux productions animales, lutte biologique urbaine,
- développement international : présence de l'Arteb à différents salons : Bio (Washington, 22-25 juin), carrefour des biotechnologies (Nantes, 25-26 septembre), Medica (Düsseldorf, 19-22 novembre).

L'Arteb et la Communauté urbaine ont travaillé ensemble sur plusieurs actions communes de promotion au plan international et de soutien aux entreprises, avec les autres partenaires régionaux à l'occasion de BioVision et des salons Bio et Carrefour des biotechnologies. L'Arteb a fait jouer son rôle et ses compétences dans l'expertise des pôles d'excellence, l'organisation de visites et l'organisation de délégations régionales à des salons internationaux et a assuré le portage de la tête de réseau du canceropôle Lyon-Rhône-Alpes.

. Rhône-Alpes numérique

- diffusion des TIC : participation au lancement de deux centres d'expertises régionaux (ENE et Cyb@rdèche) ainsi qu'au programme e-Rhône-Alpes,
- animation, mise en réseau : organisation d'ateliers thématiques qui ont permis de rapprocher entreprises et laboratoires de recherches dans le secteur du numérique (exemples : technologies du multimédia et loisirs numériques : trois laboratoires et dix entreprises ont participé à des ateliers en vue notamment de la préparation d'Eurographics 2004 -conférence annuelle de l'association européenne d'informatique graphique-),
- poursuite des analyses du secteur du numérique en Rhône-Alpes : production d'argumentaires articulés autour du triptyque industrie-recherche-formation sur les télécommunications, le e-learning, le multimédia, les logiciels d'entreprises, etc.,
- mise en place d'un cadre d'actions pour la valorisation de la recherche et du développement (R & D) dans le domaine des loisirs numériques,
- soutien au CEALéti pour obtenir et préparer l'organisation de l'information society technologies (IST) mobile Summit 2004 à Lyon.

Les objectifs annuels

Dans le cadre de la convention entre le réseau des villes et la Région, les villes sont partie prenante de l'ensemble du dispositif des pôles et agences et non plus seulement l'Ardeb et Rhône-Alpes numérique.

Les objectifs communs aux pôles et agences visent à apporter aux territoires des informations et de l'expertise sur les champs techniques couverts par les agences :

- l'accès à l'information issue de la veille déployée par les agences et à des éléments comparatifs et argumentaires technologiques spécifiques,
- des études et assistances sur des problématiques technologiques,
- le développement d'animation et les actions collectives locales auprès des entreprises (ex: appui du pôle productique Rhône-Alpes dans la mise en œuvre du projet de plate-forme de travail collaboratif de l'Espace numérique entreprises, animation du groupe recherche de Lyongame par Rhône-Alpes numérique, etc.).

Concernant la concertation à mettre en place dès 2004, il s'agit plus particulièrement :

- de la définition des thèmes à enjeux pour les plans d'activités futurs des agences,
- de l'articulation des différentes manifestations à caractère technologique mises en œuvre sur le territoire,
- de l'articulation des interventions des agences et des collectivités au sein des actions collectives à caractère technologique proposées aux entreprises.

Pour atteindre ces objectifs, la Région s'engage à mettre en œuvre les actions nécessaires à la contractualisation et au suivi des plans d'activités de chacune des agences.

Le budget

Pour l'année 2004, le coût de mise en œuvre des actions des agences technologiques régionales représente un total estimé de 5 542 000 €.

- participation de l'Etat : estimée à 1 474 000 €,
- participation de l'Europe : 692 000 €,
- participation de la Région : 2 605 941 €.

Le soutien apporté par les partenaires publics est le suivant :

- participation du réseau des villes : 381 180 € répartis comme suit :

. Communauté urbaine	183 000 €,
. Grenoble Alpes-métropole	60 980 €,
. Saint Etienne-métropole	60 980 €,
. Valence	15 244 €,
. communauté d'agglomération d'Annecy	15 244 €,
. communauté d'agglomération de Chambéry-métropole	15 244 €,
. communauté d'agglomération de Bourg en Bresse	15 244 €,
. grand Roanne	15 244 €.

Il est entendu que la région Rhône-Alpes s'engage à pré financer, pour chacune, la subvention des villes ou agglomérations auprès des agences technologiques régionales ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de sa commission développement économique ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer la convention avec la région Rhône-Alpes -réseau de villes.

2° - Approuve le versement d'une subvention de 183 000 €.

3° - Cette dépense sera imputée aux crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine exercice 2004 - compte 657 390 - fonction 90.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,